

Suspension d'un marché chinois d'investissement controversé au Burundi

PANA, 10 mars 2015 Bujumbura, Burundi - Le président de la République du Burundi, Pierre Nkurunziza, a pris la décision, mardi, de suspendre temporairement l'attribution d'une concession de terrain à l'ancien Marché central de Bujumbura à une société chinoise d'investissement en Afrique, dans des conditions jugées "opaques" dans les milieux commerciaux, apprend-on de source officielle dans la capitale burundaise. [Photo : Vue du marché central de Bujumbura avant l'incendie qui l'a complètement ravagé en 2013]

D'après le porte-parole du président burundais, Léonidas Hatungimana, c'est après avoir constaté des signes susceptibles de provoquer des troubles à l'ordre public que le chef de l'Etat, Pierre Nkurunziza, a décidé de suspendre temporairement l'octroi et l'exécution du marché. Les commerçants de l'ancien Marché central de Bujumbura menaçaient de s'opposer par "tous les moyens" à la convention de concession, sur 50 ans, du site du Marché central qui était parti en fumée, il y a deux ans, suite à un incendie. D'autres organisations de la Société civile ainsi que des partis politiques en voulaient également au contrat qui a été signé entre le gouvernement du Burundi et "Sino-african trading and investment initiative Co limited", "sans appel d'offres international à concurrence" pour un montant global de concession de 50 millions de dollars américains. Peu de gens s'opposent, par contre, à ce que le site devenu pollueur du centre-ville de Bujumbura, soit vidé de ses débris et autres immondices pour y ériger un grand centre commercial, comme le prévoyait le contrat avec les Chinois. Le Syndicat général des commerçants (Sygeco) demande plutôt que la passation du marché soit faite dans la transparence et en concertation avec les anciens usagers de ce qui passait récemment encore pour le poumon économique du pays, avec des entrées journalières de plus d'un milliard de francs burundais (près d'un million de dollars). "Le chef de l'Etat burundais veut des élections apaisées", le dossier reviendra à la surface après les prochaines élections locales", a rassuré M. Hatungimana. Parmi les élections prévues entre les mois de mai et août figure la présidentielle de juin et juillet, en cas de second tour. APA, 10-03-2015 Burundi : Le président Nkurunziza renonce à céder le site du marché central à une société chinoise Bujumbura (Burundi) - Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a annoncé la suspension de la mesure de concession à la société Sino-Africa Trading and investment Initiative, pour une durée de 80 ans, de la place de l'ancien marché central de Bujumbura détruit par le feu en 2013. Le porte-parole du Chef de l'Etat burundais, M. Léonidas Hatungimana, a fait l'annonce au cours d'une conférence de presse tenue ce mardi à Bujumbura. "Le chef de l'Etat jugé bon de surseoir à cette décision suite à différentes spéculations des uns et des autres qui ont abouti à une violence verbale qui pourrait aboutir à des violences physiques en période électorale.", a-t-il expliqué. La volonté du chef de l'Etat tant de préserver paix et la sécurité en période électorale, le cession de l'ex-marché centrale à quelque société soit sera analysée après les élections", a ajouté M. Hatungimana. La cession de cette place avait suscité une forte indignation au sein de l'Observatoire de lutte contre la Corruption et les Malversations économiques, (OLUCOME) qui avait estimé que ce marché n'a pas respecté les procédures de marchés publics, ainsi que chez les commerçants de l'ancien marché central de Bujumbura regroupés dans le syndicat.